

TUNIS CONNECTION

*LÉNAÏG BREDOUX
ET MATHIEU MAGNAUDEIX*

TUNIS CONNECTION

Enquête sur les réseaux
franco-tunisiens sous Ben Ali

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-107268-6

© ÉDITIONS DU SEUIL, JANVIER 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

*à Lulu,
à Charlette et André*

*à Wassim,
à mon grand-père*

Introduction

D'un coup, la mer s'est retirée. Vendredi 14 janvier 2011, le président tunisien Zine el Abidine Ben Ali s'enfuit pour l'Arabie Saoudite. Son règne de vingt-trois ans s'est effondré en quelques heures. La révolte populaire déclenchée par l'immolation par le feu d'un jeune marchand ambulant de Sidi Bouzid, Mohamed Bouazizi, a eu raison du dictateur.

À Paris, la France officielle est pétrifiée. Elle n'avait cessé de soutenir Ben Ali. D'applaudir son courage contre l'islamisme. De vanter la « stabilité » du régime. La Tunisie n'était pas cette oasis de paix et de tranquillité fantasmée par bon nombre des élites françaises. C'était un pays ravagé par des inégalités croissantes et par l'emprise grandissante de la corruption organisée au plus haut sommet de l'État par les familles Ben Ali et Trabelsi, le clan de la femme du président. Le soutien politique à la Tunisie était devenu une évidence diplomatique. Une croyance indéfectible. Jusqu'à l'aveuglement...

D'un coup, la mer s'est retirée. Les réseaux franco-tunisiens complices de la dictature sont apparus au grand jour. Après des années de silence forcé, les langues ont commencé à se délier. Ceux qui en Tunisie vivaient dans la peur acceptent aujourd'hui de parler, levant le voile trop longtemps jeté sur les complicités de l'ancienne puissance coloniale.

Au fur et à mesure des entretiens et des rencontres, c'est tout un entrelacs de relations, d'amitiés, d'intérêts et d'affinités

idéologiques qui s'est révélé. Notre enquête dessine les contours de cette «Tunis connection», présente dans les milieux politiques, le monde des affaires, parmi les intellectuels ou la presse. Elle ne saurait résumer à elle seule la richesse et la pluralité des relations entre les deux pays. Mais c'est bien elle qui a garanti à Ben Ali une forme d'impunité et durablement terni l'image de la France en Tunisie.

1. « Mea culpa »

Il est 11 heures du matin, ce 29 septembre 2011. Le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, père spirituel de l'Union pour la Méditerranée, nous reçoit dans son bureau de l'Élysée avec vue sur jardin. C'est là, dans l'ancienne chambre de l'impératrice Eugénie, qu'il rédige les discours du chef de l'État. Comme le fameux discours de Dakar. « L'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire... » En juillet 2007, Nicolas Sarkozy, tout juste élu, avait fait la leçon aux étudiants sénégalais : « Le paysan africain, qui, depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès. [...] Jamais l'Homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin¹. »

Trois ans et demi plus tard, les Tunisiens lui ont apporté un superbe démenti. Le 14 janvier 2011, le président Zine el Abidine Ben Ali, au pouvoir depuis vingt-trois ans, prenait un aller simple pour l'Arabie Saoudite. Le régime brutal et corrompu du successeur d'Habib Bourguiba, père de

1. Discours à l'université de Dakar, 26 juillet 2007.

l'indépendance, sombrait corps et biens. En ce début d'automne 2011, calé dans un fauteuil pastel, Henri Guaino philosophe d'une voix presque inaudible. « Partir d'une Assemblée constituante est un choix dangereux. Les Tunisiens ouvrent une porte vers l'inconnu, pour le meilleur ou pour le pire. » Gardien du temple du gaullisme le plus traditionnel, convaincu que les peuples ne sauraient être dirigés que par des hommes providentiels, Henri Guaino déteste la cacophonie des démocraties parlementaires. Voir plus d'une centaine de partis tunisiens concourir à l'élection de l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011, premier scrutin démocratique depuis l'indépendance en 1956, ne le satisfait guère.

« On a raté la révolution »

Pour la première fois, Henri Guaino a accepté de raconter « sa » révolution tunisienne. « Personne ne l'avait prévue. C'est allé très vite : un enchaînement d'événements qui a très rapidement dégénéré. » D'un ton calme, le conseiller de Nicolas Sarkozy admet s'être trompé. « Je n'ai pas été assez vigilant sur l'évolution du régime et de l'opinion publique tunisienne. » Comme beaucoup d'autres, Henri Guaino a toujours défendu la Tunisie de Ben Ali. Il a salué les supposées prouesses économiques et sociales du plus petit des pays du Maghreb – 11 millions d'habitants, coincé entre l'Algérie et la Libye –, la place faite aux femmes, les vertus d'un pouvoir de fer face à l'islamisme. « La Tunisie est un pays qui, par rapport à ses voisins, a formidablement réussi : les femmes, l'éducation, la hausse du niveau de vie, l'émergence d'une classe moyenne, dit-il encore ce matin-là. On avait l'impression de respirer mieux que dans d'autres pays de la région. Ben Ali comme Moubarak pouvaient apparaître à l'Occident comme des remparts contre

un risque d'intégrisme et de radicalisation.» Comme d'autres, il a estimé que la presse de gauche focalisait à outrance sur les violations des droits de l'homme et l'état déplorable des libertés publiques, les arrestations d'opposants, les tortures et les humiliations du quotidien.

En décembre 2010, quand les manifestations ont éclaté dans le Sud déshérité, à Sidi Bouzid et Kasserine, Henri Guaino a cru qu'il s'agissait d'une nouvelle révolte sociale, comme la Tunisie en avait déjà connu. Il n'a jamais pensé que le règne de Ben Ali touchait à sa fin. Au pouvoir depuis 1987, l'autocrate semblait inamovible. « On a sous-estimé l'usure du régime. De loin, il paraissait solide. » La brutalité du pouvoir était connue depuis le début des années 1990. Des diplomates en poste à Tunis avaient alerté sur le niveau de corruption et le chômage des jeunes. Des livres avaient évoqué la mise sous coupe réglée du pays par quelques familles liées au pouvoir¹. Mais depuis longtemps déjà, la France avait décidé de ne rien voir. À ses yeux, la Tunisie semblait ne devoir jamais sortir de l'ère glaciaire politique dans laquelle elle était figée. Plus que d'autres grandes nations, les autorités françaises s'étaient coupées de la société civile. Dépourvues de capteurs, elles ont été totalement prises de court par la révolution. « On sentait bien que quelque chose était à bout de souffle », poursuit Henri Guaino. « Mais on n'anticipait pas une révolte sourde, sur le point de déboucher sur une révolution. La Tunisie était un pays pacifique. Le parti comptait deux millions d'adhérents. C'était un régime policier où les services de sécurité comptaient trois fois plus d'hommes que l'armée. On avait surtout fini par perdre de vue qu'il y a plusieurs Tunisie. Il y a les grandes villes

1. Voir notamment Nicolas Beau et Jean-Pierre Tuquoï, *Notre ami Ben Ali*, Paris, La Découverte, 1999, et Nicolas Beau et Catherine Graciet, *La Régente de Carthage*, Paris, La Découverte, 2009.

de la côte. Il y a aussi une Tunisie profonde, plus traditionnelle : c'est elle qui a bougé.» Tétanisée en janvier, la France a ensuite tenté de se racheter, en prenant en marche le train des révolutions arabes et en menant les troupes de l'OTAN pour chasser le dictateur libyen Kadhafi. « Quand on a raté une révolution, on se dit que l'on va essayer de comprendre la suivante. Quand vous êtes pris par l'histoire à contre-pied de cette façon, vous devenez ensuite plus attentif. »

Dix jours après la révolution tunisienne, le chef de l'État esquissait un timide *mea culpa*¹. « Il y avait un sentiment d'étouffer dont – il faut bien le reconnaître – nous n'avions pas pris la juste mesure. » Des mots, juste des mots, qui ne réparent guère des années de silences et de complaisance. « Le choix de la France a été de conforter Ben Ali parce qu'il protégeait la rive sud de la Méditerranée, s'insurge Souhayr Belhassen, célèbre voix de l'opposition tunisienne et présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme. Les opposants étaient comme des parias. La politique de la France, c'était : “On vend notre marchandise, on installe nos investisseurs, et le reste on ne veut pas savoir. Que des Tunisiens soient découpés en rondelles ou en cubes, ce n'est pas notre problème.” » À maintes reprises, la France a invoqué la non-ingérence dans les affaires de son ancien protectorat pour justifier ses silences. Le souci était légitime. Mais il servit souvent d'excuse pour détourner le regard.

Au cours de notre enquête, plusieurs figures de la vie politique française, de gauche comme de droite, ont cru utile de faire, elles aussi, leur *mea culpa*. Remords sincères ? Stratégie de communication pour occulter leurs silences ? Sans doute un peu des deux. Quand l'ancien Premier ministre Jean-Pierre

1. Lors d'une conférence de presse sur les sujets internationaux, le 24 janvier 2011.

Raffarin nous reçoit au Sénat, il n'hésite pas à parler d'une « erreur de jugement national ». « La France n'a pas anticipé ce qui allait se passer, analyse-t-il. Elle a globalement surestimé la force du régime et sa stabilité. On est passé à côté de l'ampleur du système de corruption. Les événements n'ont pas été perçus comme définitifs quand ils se sont déroulés. C'était vrai des diplomates, du Quai d'Orsay, de la classe politique, de la classe économique. Parmi les dirigeants, l'erreur d'analyse était globale. » Le chef du gouvernement de 2002 à 2005 va même plus loin : la complaisance envers Ben Ali était théorisée au plus haut niveau. « Les diplomates n'ont pas été pertinents. Mais un diplomate fait la politique qu'on attend de lui ! Or Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy ont eu avec Ben Ali les meilleures relations. » Avant de conclure par une savoureuse « raffarinade » : « Quand le cheval trébuche, c'est le cavalier qui est responsable. » Véritable regret ? « Raffarin était un inconditionnel de Ben Ali », s'amuse Khemaïs Chammari, figure de l'opposition nommée après la révolution ambassadeur de Tunisie à l'Unesco. Lors de son voyage officiel en janvier 2005, le Premier ministre n'a d'ailleurs guère bousculé le régime. Il fut question de sécurité, de lutte contre le terrorisme, d'immigration clandestine. Et la moisson de contrats pour les entreprises françaises fut excellente.

En feuilletant les pages de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, on tombe sur une vieille photographie¹. Elle date de novembre 1995. Élu au printemps, Jacques Chirac a réservé sa première visite d'État à la Tunisie. Devant le palais présidentiel de Carthage, le nouveau président pose avec sa garde rapprochée : le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré, le président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin, notoirement proche de Ben Ali, et le ministre des Affaires étrangères,

1. *Jeune Afrique*, n°1894, 23 avril-6 mai 1997.

le centriste Hervé de Charette. Seize ans plus tard, de Charette nous reçoit à la Chambre de commerce franco-arabe (CFCA), dont il est le président. L'ancien ministre n'a jamais rompu le contact avec la région. Il connaît bien ses dirigeants et n'a cessé d'échanger avec les milieux économiques. Mais lui non plus n'a jamais rien dit. La révolution passée, le voilà qui évoque un «aveuglement collectif». «Au départ, dit-il, le soutien de la France à Ben Ali était logique, car il incarnait la continuité avec Bourguiba. Mais par la suite, le régime n'a cessé de se dégrader. La France s'est laissé entraîner dans cette dérive. Il aurait fallu instaurer une relation plus distante et plus respectueuse de nos intérêts à long terme. Il aurait fallu se montrer plus proche de la population tunisienne, pas seulement des dirigeants.»

À gauche aussi, certains ont des regrets soudains. Depuis sept ans, le socialiste Jean-Pierre Sueur préside le groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat. Ces dernières années, il a bien reçu quelques opposants, mais n'a pas franchement détonné par son activisme¹. Lui non plus ne craint pas de parler de «complaisance», en exhibant articles et dépêches du mois de janvier 2011 dans lesquels il apporte son soutien à la révolution. «Cinq réalités de la Tunisie de Ben Ali expliquent cette complaisance», nous détaille-t-il à la buvette du Sénat. «La première, c'est l'éducation. En Tunisie, il y a des écoles partout. C'est d'ailleurs un des moteurs de cette révolution : une quinzaine d'universités, des diplômés mais pas de débouchés. La deuxième, c'est la francophonie. Le seul pays du Maghreb où on apprend le français en primaire, c'est la Tunisie. La troisième, c'est la place faite aux femmes depuis Bourguiba : le voile n'est réapparu que récemment. La

1. L'activité des groupes d'amitié parlementaire est abordée dans le chapitre 5.

quatrième, c'est l'économie : la France est un grand partenaire de la Tunisie et inversement. La cinquième, c'est la peur de l'intégrisme. On avait des reproches à faire à ce régime mais, en France, beaucoup pensaient qu'il valait mieux que des intégristes au pouvoir.» Jean-Pierre Sueur avale une gorgée de son citron pressé. « Il faut avoir le courage de le dire : la classe politique française, et je m'inclus dedans, a été trop sensible à l'argument de la menace intégriste. »

Au loin apparaît Christian Poncelet, l'ancien président du Sénat. Jean-Pierre Sueur l'apostrophe. « Bravo, tu as été réélu dans les Vosges ! Peux-tu t'asseoir une minute¹ ? » Les deux hommes s'étaient rendus ensemble à Tunis en 2007 pour célébrer la création de la Chambre des conseillers, l'équivalent du Sénat français, une assemblée fantoche dont la plupart des membres étaient nommés par Ben Ali. D'une voix saccadée, Poncelet rejette la thèse de la complaisance. « Ben Ali avait de l'autorité. Mais même si on a des observations à faire, on ne doit pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre pays. Si vous vous baladez avec votre femme, je ne vais pas vous séparer ! Quand nous avons vu Ben Ali au palais de Carthage avec Jean-Pierre Sueur, nous lui avons courageusement parlé des droits de l'homme. » Devant notre scepticisme, l'ancien président du Sénat s'impatiente. « Je connais quelqu'un qui a fait la révolution chez lui, dans un autre pays arabe... enfin non pas vraiment arabe : l'Iran. On avait hébergé l'ayatollah Khomeyni en France, mais il a poursuivi son combat et s'est installé à la place du shah. Je vais m'arrêter là et vous demander de poursuivre... Qui est au pouvoir en ce moment ? C'est très clair, non ? » On lui demande de préciser. Craint-il le retour de l'islamisme en Tunisie ? « Ceux qui étaient en exil

1. C. Poncelet, 83 ans, a été réélu président du Conseil général des Vosges le 31 mars 2011. Au bénéfice de l'âge...

en Angleterre sont revenus et viennent d'exiger d'entrer au gouvernement. Vous voyez la suite ! » Il se lève lentement. Jean-Pierre Sueur attend qu'il parte avant de reprendre. « Je ne suis pas d'accord. Quand on a rencontré Ben Ali, on a évoqué la question des droits de l'homme en des termes vraiment très généraux. » Poncelet, vieux chasseur devant l'Éternel, a préféré deviser longuement avec Ben Ali des joies de la chasse au sanglier dans les vertes forêts de l'Ouest tunisien...

L'exercice de contrition vire parfois au grotesque. Né en Tunisie, l'ancien député UMP Georges Fenech faisait partie des sympathisants du régime de Ben Ali. Ancien président du groupe d'amitié France-Tunisie à l'Assemblée nationale, il était toujours prêt à monter au créneau pour le défendre. En octobre 2010, il était encore invité tous frais payés au 22^e symposium du Rassemblement démocratique constitutionnel (RCD), le parti de Ben Ali. Ironie de l'histoire, ce grand raout officiel, ouvert par le traditionnel discours de Ben Ali, était consacré à la jeunesse, fer de lance de la révolte quelques mois plus tard.

Ce matin de juin 2011, Fenech nous reçoit au siège de la Mission interministérielle de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), qu'il préside. Un placard doré pour ce second couteau de la Sarkozie dont la réélection comme député du Rhône a été invalidée par le Conseil constitutionnel en 2008. Pendant une heure et demie, Fenech se livre à une autocritique aussi talentueuse qu'insolente : il ne savait pas. Pendant toutes ces années où il a vanté le modèle tunisien, Georges Fenech n'a rien vu, rien entendu. « Je vous parle très honnêtement car je m'interroge aussi, dit-il en grillant une cigarette. J'ai une forme de culpabilisation vis-à-vis de ce peuple. Pourquoi ne les ai-je pas aidés ? J'aurais pu faire plus. » Depuis la révolution, Fenech a rodé ses éléments de langage pour échapper à la curée. À plusieurs reprises, il a déploré que la France ait

«jeté un voile pudique» sur la révolution tunisienne. Devant nous, il ne craint pas de se flageller pour mieux faire oublier le passé. «Je ne me rendais pas compte de la souffrance du peuple tunisien au regard de la liberté démocratique. Je n'ai pas mesuré à quel point les Tunisiens étouffaient sous une chape. Ils étaient instruits, ils ne pouvaient plus accepter d'être traités de cette façon. Même aujourd'hui, j'ai encore du mal à voir cette mise sous coupe réglée économique du pays, la corruption généralisée, les atteintes évidentes aux libertés. C'était tellement énorme qu'on ne le voyait pas. Mais peut-être qu'on ne voulait pas voir non plus.» Fenech ne craint pas les comparaisons douteuses : «Je me suis souvent demandé comment les Français pendant l'Occupation ne se rendaient pas compte qu'il y avait des camps de concentration.»

À Paris, l'ancien député fréquentait assidûment les réseaux tunisiens. Il se rendait régulièrement en vacances dans l'hôtel de son ami Hosni Djemmali à Zarzis, un proche du régime, véritable lobbyiste de la Tunisie en France¹. Divorcé de Christine Goguet, journaliste du *Parisien*, elle aussi proche de la «Tunis Connection», Fenech vit depuis peu avec une jeune Tunisienne originaire de Kasserine, une des villes du Sud où la révolution a commencé. Comment, dans ces conditions, croire à la thèse de l'aveuglement? Fenech persiste. «La Tunisie pour moi, c'était un exemple de ce qu'il fallait faire dans le Maghreb. Un exemple formidable de réussite par rapport à l'Algérie. On se sentait en sécurité. On voyait aussi l'essor économique, le respect de la femme... Avec quelques amis proches de la Tunisie, Éric Raoult et Pierre Lellouche, on trouvait que la presse de gauche était un peu caricaturale vis-à-vis d'un régime pas exempt de critiques, mais qui était protecteur. Avec le recul, j'admets que c'est très humiliant.» En parlant

1. Le rôle d'Hosni Djemmali est détaillé dans le chapitre 6.

de sa mère, une Italienne de Tunis, Fenech, pied-noir dont la famille a quitté le pays à l'indépendance, écrase une larme. La Tunisie et la France, ce sont aussi beaucoup de sentiments qui brouillent la relation. Jusqu'à l'aveuglement.

Les contorsions du Quai d'Orsay

« Prévoir les révolutions, c'est un peu chercher à connaître le sexe des anges », se défend le ministère des Affaires étrangères. Certes. Reste que la diplomatie française a été complètement prise de court. La rocambolesque affaire du séjour tunisien de Michèle Alliot-Marie à Noël 2010 a achevé de discréditer le Quai d'Orsay¹. Le 16 avril 2011, le tout nouveau ministre, Alain Juppé, met donc en scène la grande contrition de la diplomatie française. Ce samedi, tout ce que le Quai d'Orsay compte de chefs de bureaux, de diplomates et d'ambassadeurs a été convoqué dans le grand amphithéâtre de l'Institut du monde arabe. Les médias ont été conviés. Un mélange baroque d'invités défile sur scène : patrons de télévisions arabes, chercheurs spécialistes du Maghreb et du Moyen-Orient, anciens opposants tunisiens comme l'avocate Radhia Nasraoui, ou encore le très médiatique philosophe Guy Sorman. Dans son discours inaugural, Alain Juppé donne le ton. Il rend hommage à Mohamed Bouazizi, jeune homme de Sidi Bouzid dont l'immolation a déclenché la révolution tunisienne, et à Khaled Saïd, blogueur égyptien devenu l'icône des manifestants de la place Tahrir. « Il faut de temps en temps faire acte d'humilité, dit Juppé. C'est vrai que nous n'avons pas anticipé ce grand mouvement de liberté qui modifie de façon profonde les données géopolitiques. Nous ne comprenons pas toujours

1. Sur l'affaire MAM, voir chapitre 2.

très bien les ressorts de ces mouvements, la façon dont ils fonctionnent, les attentes qu'ils expriment. Et nous hésitons encore entre l'enthousiasme et l'inquiétude¹.» Les interventions se succèdent. «En Tunisie, c'est bien plus que la peur du tyran qui est tombé, analyse François Burgat, directeur de l'Institut français du Proche-Orient. Pour la première fois, le monde européen a accepté de considérer que les sociétés arabes n'ont que des considérations pour l'ensemble banalement universelles.» «Combien de fois n'ai-je entendu des diplomates ou des chefs d'État dire que le despotisme, c'était bien pour le monde arabe. Nous étions dans une relation de concubinage avec les tyrans», s'insurge Guy Sorman.

En hâte, Juppé et l'Élysée élaborent une nouvelle doctrine. L'intervention en Libye tombe à point nommé. «L'exigence de démocratie et de respect des droits de l'homme prévaut désormais pour nous sur toute fausse exigence de stabilité», explique Juppé. «Pendant longtemps, nous nous sommes un peu laissé intoxiquer par ceux qui disaient que les régimes autoritaires sont le meilleur rempart contre l'extrémisme. C'est fini².» Un virage à 180 degrés, pour mieux faire oublier les compromissions d'hier.

Pour donner le change et rattraper le retard, la France fait du chiffre. En Tunisie, elle dépêche douze ministres entre février et juillet 2011. Alain Juppé annonce une aide de 350 millions d'euros. La France invite la Tunisie et l'Égypte au sommet du G8 à Deauville les 26 et 27 mai, au cours duquel est annoncé un important plan d'aide pour le printemps arabe. Mais en coulisses, les cafouillages se succèdent et d'aucuns dénoncent un activisme de façade. Car la France s'est d'abord

1. Colloque «Printemps arabe : enjeux et espoirs d'un changement», Institut du monde arabe, 16 avril 2011.

2. «La victoire sera totale quand Kadhafi aura été neutralisé», *Le Parisien*, 27 août 2011.

emmêlée dans sa communication. Mi-février, le Quai d'Orsay annonce une première enveloppe dérisoire de 350 000 euros. L'effet est catastrophique dans l'opinion tunisienne. « C'était incroyable ! s'insurge un diplomate. Au lieu d'annoncer très vite des mesures d'ampleur, le ministère a annoncé un bakchich. Drôle de façon de saluer la révolution... »

Michèle Alliot-Marie, prise dans la tourmente de ses vacances tunisiennes, n'est guère mobilisable et, quand l'Allemagne ou la Grande-Bretagne dépêchent leurs ministres à Tunis, la France s'enferme dans son silence. À Paris, Élyès Jouini, alors ministre des Réformes économiques dans le gouvernement de transition, rencontre la ministre de l'Économie Christine Lagarde. « Je lui ai dit : il faut que vous soyez la première à venir. » Le 22 février, elle débarque à Tunis. En privé, elle promet une aide supplémentaire de la France, d'un montant de 350 millions d'euros, pour 2011 et 2012. Mais Juppé ne l'annoncera publiquement que deux mois plus tard. La somme est importante, mais insuffisante, juge la secrétaire générale de la Fédération internationale des droits de l'homme, Khadija Cherif. « Les Français donnent le sentiment d'être attentistes, nous dit-elle en juillet. L'effort n'a pas été suffisant, et il l'est encore moins de la part d'un gouvernement qui a eu une telle attitude vis-à-vis de la révolution. Il ne suffit pas de faire des visites, il faut agir. » Avis trop sévère ? C'est pourtant exactement ce que pense Henri Guaino, le conseiller de Nicolas Sarkozy. « On ne fait pas assez, admet-il. Mais les circonstances sont difficiles du fait de la crise et des contraintes budgétaires. »

Surtout, à y regarder de près, le revirement de la France est plus ambigu qu'il n'y paraît. Car, dans le même temps, le gouvernement reste obnubilé par l'immigration clandestine, que Ben Ali savait si bien contrôler. Dès le 15 février 2011, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, fidèle de Nicolas Sarkozy, rejette tout traitement de faveur pour les migrants

Slim Zarrouk et l'homme à la Rolex.	227
Une affaire en Or(ange).	229
Alstom, Airbus : la diplomatie des gros contrats	231
10. France-Tunisie : quels nouveaux réseaux?	237
Conclusion	249
Liste des entretiens.	251
Annexe – le clan Ben Ali.	257
Remerciements.	259

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : IMPRIMERIE FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (EURE)
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2012, N° 105946 (XXXXX)
IMPRIMÉ EN FRANCE